



Décision individuelle N° 2021-287

Pétitionnaire : SYNDICAT MIXTE DE DÉVELOPPEMENT DE LA VALLÉE DE LA VÉSUBIE ET DU VALDEBLORE

Adresse : 147 boulevard du Mercantour, BP 300, 06201 NICE cedex 01

Nature de la demande : Travaux en cœur de Parc national (nécessaires aux actions pédagogiques destinées au public ainsi qu'à son accueil)

Intitulé du projet : Travaux de reconstruction définitive des clôtures

Localisation : Centre Alpha, parcelle n°9 section M commune de Saint-Martin-Vésubie

La Directrice de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L.211-1, L.331-4, R.214-44, R.331-18 et R.331-19,

Vu le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment son article 7,

Vu le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la charte modifiée du Parc national du Mercantour, notamment les modalités 13, 14 et 18 d'application de la réglementation dans le cœur,

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des Parcs nationaux, notamment les articles 3 et 4,

Vu l'arrêté ministériel du 31 décembre 2011 relatif aux travaux dans les cœurs de Parcs nationaux portant application de l'article R.331-19-1 du code de l'environnement ;

Vu les avis émis par le conseil scientifique du Parc national du Mercantour en date du 22 juin 2021 et du 30 juillet 2021,

Vu l'arrêté ministériel du 14 mai 2020 portant nomination de la directrice de l'établissement public du Parc national du Mercantour,

Considérant la demande formulée en date du 1^{er} juillet 2021 par Monsieur Antoine DELAHAYE, directeur du Syndicat mixte de développement de la vallée de la Vésubie et du Valdeblorre,

Considérant que la demande de travaux a pour objet la reconstruction définitive de la clôture périphérique du centre animalier ainsi que des clôtures intérieures des enclos, incluant une modification de leur implantation et des dispositifs renforcés de sécurité,

Considérant que ces travaux sont liés au projet de reconstruction et de réouverture du Centre Alpha suite à la crue générée par le passage de la tempête Alex en octobre 2020,

Considérant que ces travaux apparaissent nécessaires à l'accueil du public, pour une activité commerciale autorisée par le décret n°2009-486 sus-visé au titre de la « gestion des sites touristiques »,

Considérant que les éléments de rappel de procédure et de prescriptions liées à la prise en compte du risque torrentiel, contenus dans le courrier préfectoral du 22 juillet 2021, peuvent également s'appliquer à ces travaux définitifs,

Considérant qu'il ne relève pas de la compétence de la directrice du Parc national de requérir dans sa décision, la mise en œuvre des procédures tierces ni de valider la compatibilité de ces travaux vis-à-vis de l'exposition des lieux et du public au risque torrentiel,

Considérant que le courrier préfectoral mentionne l'exposition au risque des clôtures malgré la dérogation accordée, et que devront être privilégiées les mesures visant à prévenir l'exposition des personnes aux risques (fermetures préventives, procédures adaptées,...) par rapport à de lourdes interventions d'ouvrages de protection,

Considérant la nécessité de proportionner les protections qui seront pensées à l'échelle du site à ces mesures,

Considérant les avis émis du Conseil scientifique sus-visés, prenant en compte l'urgence des travaux dans le contexte d'une réouverture du site en 2021 mais incitant le bénéficiaire, dans l'hypothèse d'éventuels travaux ultérieurs, à disposer d'une étude globale du projet de centre Alpha intégrant le nouveau contexte géomorphologique et climatique du site mais aussi les perspectives économiques du Centre,

Considérant la nécessité d'encadrer les travaux pour assurer leur compatibilité avec les objectifs de protection des patrimoines du cœur et la conservation du caractère de celui-ci,

DÉCIDE

Article 1 : Identité du bénéficiaire – Nature de la demande

Le SYNDICAT MIXTE DE DEVELOPPEMENT DE LA VALLEE DE LA VESUBIE ET DU VALDEBLORE, représenté par Monsieur Antoine DELAHAYE, directeur, est autorisé à réaliser les travaux de modification et reconstruction des clôtures constitutives de l'enceinte du Centre Alpha, à savoir clôture périphérique, clôture de l'enclos du Boréon et clôture de l'enclos du Pélagio, situées en cœur de parc national parcelle n°9 section M commune de Saint-Martin-Vésubie .

Article 2 : Prescriptions

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

- *Prescriptions relatives aux coupes d'arbres préalablement nécessaires à l'installation des clôtures*

2.1. Préalablement aux coupes d'arbres nécessaires à l'ouverture des espaces de sécurité de part et d'autre de celles-ci, une expertise des potentialités d'arbre gîte à chauve-souris ou avifaune sera réalisée par un bureau d'études indépendant compétent en la matière.

2.2. En cas d'identification d'arbre gîte et de présence d'individus de chauves-souris ou oiseaux cavernicoles, des mesures d'évitement seront mises en œuvre à charge du bénéficiaire :

- mise en place de dispositifs anti-retour après le départ crépusculaire de l'animal ou après intervention de sauvetage par l'expert compétent (retrait des écorces décollées, obturations des cavités jusqu'à abattage)

2.3. Le dessouchage des arbres de moyen et gros diamètres n'est pas autorisé pour éviter la fragilisation des sols. En cas de besoin, les souches pourront être rabattues mécaniquement à fleur de sol.

2.4. La collecte et l'exportation en-dehors du cœur du parc national de l'intégralité des produits issus des coupes d'arbres sont autorisées.

Le broyage et le brûlage des rémanents en cœur de parc n'est pas autorisé.

- *Prescriptions relatives aux travaux d'implantation des clôtures définitives*

2.5. Les matériaux issus des affouillements nécessaires à l'implantation des fondations béton des poteaux seront régaliés sans tassement dans les espaces de sécurité situés à l'intérieur de l'enceinte du Centre Alpha.

2.6. Les massifs de fondation en béton sera réalisé de telle sorte que les risques de ruissellement des laitances et de dispersion de résidus solides soient réduits au maximum :

- mélanges réalisés sur des revêtements étanches ou à défaut de bétonnière, dans des bacs étanches ;
 - pose et séchage au sec, hors période de pluie ;
 - lavage des outils de maçonnerie dans un bac permettant la décantation des laitances et la récolte des résidus secs. Interdiction stricte de lavage dans le milieu naturel ;
 - évacuation des résidus secs de décantation et éventuels autres surplus en-dehors du cœur de parc, vers une installation de traitement autorisée
- *Prescriptions relatives à la tenue générale du chantier*

2.7. L'ensemble des matériaux nécessaires aux travaux sera stocké à l'intérieur de l'enceinte du Centre Alpha et de sorte à limiter au maximum les risques de lessivage et de dispersion par les aléas météorologiques, la petite faune sauvage ou les autres usagers des lieux.

2.8. Pour l'accès des engins et matériaux aux lieux d'intervention inaccessibles directement par une voie pré-existante ou pour l'entretien ultérieur des espaces de sécurité, la création ou l'aménagement de voies nouvelles ne sont pas autorisés.

2.9. Les engins de type bétonnière, compresseur et groupe électrogène nécessaires aux travaux seront équipés d'un dispositif d'isolation sonore dûment homologué. S'ils sont positionnés en extérieur, ceux-ci seront installés sur des revêtements étanches ou sur des tapis absorbants pour éviter toute fuite dans le milieu, de même que le réservoir d'hydrocarbure.

2.10. L'intégralité des résidus de matériaux et des déchets liés aux travaux, y compris sur les emplacements de stockage temporaire, devra être collectée et évacuée en-dehors du cœur de parc vers une installation autorisée.

Tout brûlage de résidus ou déchets est interdit.

Article 3 : Durée

La présente autorisation est délivrée à compter de la date de signature de la présente jusqu'au 31 octobre 2021, les travaux devant être réalisés exclusivement sur les créneaux horaires diurnes.

Article 4 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles dans les conditions mentionnées aux articles L.170-1 et suivants du code de l'environnement, notamment par les agents de l'Établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 5 : Autres obligations

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du parc national. Elle ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur, notamment au titre de l'urbanisme, des installations classées, des risques et de l'accueil du public.

Article 6 : Sanctions

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 7 : Responsabilité

L'Établissement public du Parc national du Mercantour décline toute responsabilité concernant la sûreté et la sécurité de l'activité et des travaux.

Article 8 : Publication

La présente autorisation sera notifiée au bénéficiaire et publiée pour l'information des tiers au recueil des actes administratifs de l'Établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 17 août 2021

La directrice
du Parc national du Mercantour



Aline COMEAU

Copies :

- service territorial Vésubie - PNM
- N. SIEFERT – PNM
- A. DELAHAYE - CD06
- A.MAGRIN, P. BOUTOT, L.DESMAISONS, G. CHAFFARDON – DDTM06
- DDPP

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.